



Communiqué de presse

Les bénéfiques de l'ouverture

La Suisse romande récolte les fruits de son ouverture sur le monde. Les activités tournées vers les marchés d'exportation ou sensibles à la conjoncture mondiale croissent plus rapidement en Suisse romande que dans d'autres régions industrialisées et pèsent plus lourd dans le PIB. Notamment grâce à cela, la région affiche sur la durée une croissance dynamique: le PIB romand a augmenté de près de 50% depuis le début du siècle (+47,6% entre 2001 et 2021), plus que ceux des États-Unis (+46,6%), de la Suisse (+40,7%) ou des économies avancées (+38,8%), et deux fois plus que celui de la zone euro (+22,1%).

Le 10 octobre 2022 – Les branches ouvertes sur le monde ont contribué à hauteur de près de 60% à la hausse du produit intérieur brut (PIB) romand entre 2001 et 2021. Près de deux points de pourcentage de croissance sur trois étaient ainsi liés à cette ouverture, comme le montre la 15^e étude sur le PIB romand publiée par les six banques cantonales romandes, en collaboration avec l'Institut CREA d'économie appliquée de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne et le Forum des 100 du quotidien *Le Temps*.

Schématiquement, l'économie peut être divisée en trois catégories. La première se compose des branches tournées vers la clientèle étrangère, sensibles à la conjoncture mondiale ou dépendantes des marchés financiers, la deuxième comprend les activités influencées par la conjoncture domestique et la troisième des domaines peu sensibles à la conjoncture.

Les branches ouvertes sur le monde représentent un peu plus de la moitié du PIB romand (53,7% en 2021). Cette part est un peu plus basse que la moyenne suisse (56,9%), influencée notamment par le poids de la pharma bâloise. Mais elle est plus élevée que la moyenne de la zone euro (48,8%). En termes de croissance, la valeur ajoutée de ces branches a augmenté de 56,4% entre 2001 et 2021 en Suisse romande (Suisse: +51,0%), alors que la hausse s'inscrit à 28,2% dans la zone euro.

La croissance romande ralentit

Après la crise du Covid-19 et une forte reprise en 2021 (+4,8%), la croissance romande devrait se replier sensiblement cette année et l'an prochain. Les dernières prévisions du CREA portent sur une croissance de 2,5% en 2022 et 1,1% en 2023. La comparaison avec la Suisse reste tendanciellement favorable pour la Suisse romande, avec des hausses du PIB de 2,0% cette année et de 1,1% l'an prochain attendues sur le plan national.

Les perspectives se sont fortement dégradées cette année, avec la guerre en Ukraine, les sanctions contre la Russie, la flambée des prix, les risques de graves pénuries, notamment dans le domaine de l'énergie, le retour de l'inflation et des banques centrales qui resserrent leur politique monétaire dans l'urgence. Le risque de récession est présent dans de nombreux pays et le degré d'incertitude est élevé.

Alors que l'embellie de 2021 a bénéficié à la quasi-totalité des branches, le bilan 2022 sera plus nuancé. La dégradation de la conjoncture mondiale pèsera sur les activités tournées vers l'étranger. Si le marché domestique devrait être moins touché, il ressentira aussi les effets des difficultés d'approvisionnement ainsi que de la hausse des prix et des taux d'intérêt. Les conséquences de la dégradation de la conjoncture devraient être plus visibles encore en 2023.



La Suisse romande n'est pas la seule à être bien placée dans la course. Dans l'Union européenne (UE), les pays de l'est et du nord se montrent également dynamiques: les hausses de leur PIB de respectivement 88,1% et 60,2% entre 2001 et 2021 s'expliquent principalement par les activités tournées vers l'extérieur.

En revanche, l'Europe de l'Ouest (PIB: +25,4% entre 2001 et 2021) et du Sud (+9,2%) sont en retrait. Si certains pays, comme l'Irlande ou le Luxembourg, font partie des économies ouvertes et affichant des taux de croissance élevés, d'autres, à l'image de grands pays comme l'Espagne, la France, l'Italie - et dans une moindre mesure l'Allemagne - sont moins dynamiques que la moyenne européenne.

L'économie intérieure crée plus d'emplois

Si les branches ouvertes sur le monde représentent près de 60% de la croissance romande entre 2001 et 2021, il ne faudrait pas pour autant négliger les activités influencées par les cycles conjoncturels domestiques et les domaines peu sensibles à la conjoncture. Ils sont à la source de 40% de la croissance et sont aussi moins volatils, et donc un facteur de stabilité précieux pour l'économie romande.

Les branches tournées vers l'économie domestique génèrent aussi plus d'emplois. Elles regroupent près de 60% des emplois dans la région et comptent pour 85% des nouveaux emplois créés entre 2001 et 2021, notamment dans la construction, les services aux entreprises et les activités immobilières, ainsi que dans la santé, l'action médico-sociale, l'enseignement et l'administration publique.

Nuages à l'horizon

Cependant, l'ouverture de la Suisse romande - et de la Suisse dans son ensemble - est perturbée. La remontée des tensions protectionnistes et géopolitiques depuis la dernière décennie ainsi que la perturbation des chaînes logistiques pourraient marquer le début d'un nouveau compartimentage de l'économie mondiale. Mais surtout, les relations avec le grand voisin, l'UE, sont dans une phase problématique, exacerbée par l'abandon des négociations concernant un accord-cadre. La situation est notamment problématique pour la recherche et l'enseignement.

Un indicateur économique essentiel

Le PIB est la mesure de la performance économique d'un pays ou d'un territoire la plus utilisée. Cet indicateur essentiel permet d'analyser l'évolution dans le temps et d'effectuer des comparaisons entre régions. Il fait aussi l'objet de prévisions permettant aux responsables de l'économie privée et aux décideurs politiques de mieux préparer leurs décisions et piloter leurs projets.

Les banques cantonales romandes publient depuis 2008, en collaboration avec le Forum des 100, un PIB romand, comportant des données historiques et des prévisions pour l'année en cours et la suivante. Les calculs sont effectués par l'Institut CREA d'économie appliquée de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne, selon une méthode transparente. Les résultats seront aussi présentés lors du 18^e Forum des 100, le 11 octobre 2022.

Les données détaillées peuvent être consultées sur les sites internet www.bcf.ch, www.bdge.ch, www.bcj.ch, www.bcn.ch, www.bcvs.ch, www.bcv.ch ainsi que sur ceux du CREA (www.hec.unil.ch/crea) et du Forum des 100 (www.forumdes100.ch).



Contacts:



BCF: Christophe Mettler, Chef team juridique/compliance

Tél: +41 26 350 71 60

E-mail: christophe.mettler@bcf.ch



BCGE: Christophe Weber, Chef corporate affairs & communication

Tél: +41 22 809 20 02

E-mail: christophe.weber@bcge.ch



BCJ: Margaux Häni, Responsable marketing et communication & marketing

Tél: +41 32 465 13 68

E-mail: margaux.haeni@bcj.ch



BCN: Marie-Laure Chapatte, Responsable communication et pôle économique

Tél: +41 32 723 62 21

E-mail: marie-laure.chapatte@bcn.ch



BCVs: Philippe Glassey, Responsable communication

Tél: +41 58 324 60 32

E-mail: philippe.glassey@bcvs.ch



BCV: Jean-Pascal Baechler, Observatoire BCV de l'économie vaudoise

Tél: +41 21 212 22 51

E-mail: jean-pascal.baechler@bcv.ch

CREA: Claudio Sfreddo, Chef de projet (pour la méthodologie)

Tél: +41 78 880 91 95

E-mail: cs@sfreddo.ch; crea@unil.ch

Forum des 100: Valère Gogniat, responsable éditorial Forums et Événements

Tél: +41 76 504 60 26

E-mail: valere.gogniat@letemps.ch